

Convention collective nationale

IDCC : 2034. – **OUVRIERS EMPLOYÉS
PAR LES ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS
(ISÈRE)**

(17 septembre 1998)

(Bulletin officiel n° 1999-2 bis)

(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,
Journal officiel du 7 février 1999)

PROTOCOLE D'ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2004
RELATIF À LA VALEUR DE L'INDEMNITÉ DE REPAS DE NUIT ET DES
INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS À COMPTER DU 1^{ER} JAN-
VIER 2005

NOR : ASET0550500M

IDCC : 2034

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics du département de l'Isère
(FBTP 38),

D'une part, et

La CFDT syndicat construction bois de l'Isère,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit à compter du 1^{er} janvier 2005 :

Article 1^{er}

Indemnité de repas de nuit

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention col-
lective des ouvriers des travaux publics de l'Isère du 17 septembre 1998, est
portée à 9,99 €.

Article 2

Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.3.1 de la convention collective des ouvriers des travaux publics de l'Isère du 17 septembre 1998 :

ZONE	INDEMNITÉ de transport (en euros)	INDEMNITÉ de trajet (en euros)	INDEMNITÉ de repas (en euros)
Zone 1 a (de 0 à 5 kilomètres)	0,85	0,52	8,34
Zone 1 b (de 5 à 10 kilomètres)	2,54	1,52	8,34
Zone 2 (de 10 à 20 kilomètres)	4,99	2,96	8,34
Zone 3 (de 20 à 30 kilomètres)	8,15	4,56	8,34
Zone 4 (de 30 à 40 kilomètres)	11,28	6,16	8,34
Zone 5 (de 40 à 50 kilomètres)	14,22	7,70	8,34

Article 3

En application de l'article 35 de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise travaux publics du 21 juillet 1965, les indemnités de transport et de repas visés à l'article 2 du présent accord, s'appliquent aux ETAM non sédentaires des entreprises de travaux publics.

Article 4

Force obligatoire du présent protocole

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissements ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

Article 5

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé, en 5 exemplaires, à la direction départementale du travail et de l'emploi de Grenoble conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera transmis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail.

Fait à Grenoble, le 15 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)